

n° 14R-1-1

DOMMAGES DE CRUES BASSIN DE LA MOSELLE

Secteur Industrie/Grand Commerce

RAPPORT DEFINITIF



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p.1
METHODOLOGIE	p.2
I. Premiers résultats d'analyse	
1. Bilan de l'enquête "Dommages Moselle"	p.3
2. Renseignements tirés de la méthodologie d'enquête	p.4
II. Analyse des dommages	
1. Répartition géographique de l'échantillon étudié	p.6
2. L'annonce des crues	p.7
3. Dommages directs	p.9
31. Analyse de l'échantillon	p.9
32. Répartition des dommages par type de bien affecté	p.11
4. Dommages induits	p.15
III. Les mesures de protection/sauvegarde internes existantes et les attentes vis à vis des Pouvoirs Publics	
1. Mesures de sauvegarde et autoprotection	p.18
2. On peut désormais se pencher sur l'attente des chefs d'entreprise vis à vis des Pouvoirs Publics	p.20
CONCLUSION	p.22
ANNEXES	
1. Enquête Industrie/Grand Commerce	
2. Questionnaire d'enquête	
3. Complément indicatif pour enquête de terrain	
4. Tableaux statistiques	

INTRODUCTION

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une étude globale des dommages engendrés par les crues de 1983, dans le bassin de la Moselle. Le but recherché est d'apprécier le poids économique des inondations par une analyse des dégâts et une évaluation des dommages.

Ce document fournit les résultats des enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises industrielles et commerciales inondées en 1983. Conformément aux termes de référence, des questionnaires ont été adressés à 150 établissements, dont une quinzaine ont fait l'objet d'une enquête de terrain.

Les résultats sont à considérer avec une extrême prudence, en raison de la plus ou moins grande fiabilité des données recueillies, et des approximations auxquelles il a été nécessaire de procéder pour la quantification des pertes subies.

METHODOLOGIE

La première démarche a consisté à recenser les activités implantées en zone inondable:

Une prospection à partir du fichier SIRENE de l'INSEE a identifié 2.817 établissements (de plus de 10 salariés) implantés dans les communes bordant les cours d'eau. Leur localisation, reportée sur la carte au 1/10 000° des zones submersibles, a permis de sélectionner ceux qui étaient susceptibles d'avoir été inondés en 1983. Une enquête auprès des mairies concernées et des vérifications de terrain ont finalement déterminé une liste de 175 établissements de taille et d'activités variées, qui a été soumise à une enquête (cf. annexe 1).

Le questionnaire d'enquête présenté en annexe 2 comporte trois parties principales :

- Renseignements d'ordre général sur l'identification de la société, les activités, l'information sur les crues.
- Dommmages directs : éléments quantifiés et descriptif des principaux biens affectés.
- Dommmages induits : informations sur les perturbations enregistrées au niveau des activités.

Les données, ainsi recueillies, ont été complétées par une enquête de terrain auprès d'un échantillon représentatif des établissements affectés par les crues (cf. annexe 3):

- Précisions sur le vécu de la société en matière d'inondation.
- Mesures de protection existantes ou à envisager.
- Attentes des chefs d'entreprise vis à vis des pouvoirs publics.

I. PREMIERS RÉSULTATS D'ANALYSE

1. Bilan de l'enquête "Dommages Moselle" - Secteur Industriel/Grand Commerce (cf. annexe 1)

Sur un effectif total de 175 sociétés contactées, on a obtenu :

- 30% de réponses spontanées (retour des questionnaires)
- 43% de réponses suite à la relance téléphonique
- 27% sans réponse (un peu plus d'un quart de l'effectif)

Dans le détail, parmi les réponses :

- 55% ont répondu avoir été touchées
- 33% (1/3) déclarent ne pas être concernées
- 12% de retour à l'expéditeur

Enfin, les réponses exploitables pour une analyse plus fine représentent un peu plus de 20% de l'effectif total.

CONCLUSION

La présente étude avait plusieurs objectifs:

- préciser les dommages aux activités industrielles et commerciales engendrés par les crues de 1983 dans le bassin de la Moselle.
- compléter par une approche sur la diffusion de l'annonce de crue et, d'une manière générale, cerner le comportement des chefs d'entreprises vis à vis du risque inondation.

La faiblesse de l'échantillon étudié ne permet pas d'établir une estimation globale des dommages; il est juste possible de préciser l'endommagement moyen par type d'activité:

Production :	1316 KF
Distribution :	304 KF
Services :	196 KF
Ensemble :	783 KF

Le déficit important de données exploitables tient à plusieurs raisons:

- Le caractère tardif de l'étude par rapport à 1983 n'a pas favorisé l'adhésion, indispensable, des responsables à ce type d'investigation; beaucoup ont répondu au questionnaire sans fournir des données précises...

- L'effectif d'enquête aurait pu être optimisé sensiblement en recoupant les différentes sources d'information éventuellement disponibles en plus du fichier SIRENE (fichiers des chambres consulaires, rapports des différentes administrations, concertation active avec les collectivités locales et les assurances), et en effectuant des reconnaissances de terrain plus poussées.

- Il semble enfin nécessaire d'ajuster la méthode d'investigation aux types de sociétés ciblées, en fonction des moyens dont elles disposent pour fournir des informations, et de compléter chaque questionnaire retourné par une visite de terrain systématique.

Ce dernier point confère à cette analyse un aspect qualitatif non négligeable, qui devrait permettre de mieux connaître le comportement et les attentes des chefs d'entreprises, de déterminer les domaines dans lesquels des efforts doivent être fournis, si ce n'est approcher les mesures de protection à retenir.

Ainsi, l'étude a mis en valeur des lacunes importantes en matière d'information:

On a pu constater une certaine inégalité des entreprises devant l'annonce de crue, sa fiabilité, ses délais, alors que son rôle déterminant en ce qui concerne les mesures élémentaires de sauvegarde a été maintes fois confirmé. On peut retenir la demande fréquente d'une information personnalisée.

Enfin, la diffusion d'un certain nombre d'initiatives de la part des chefs d'entreprises, quant à l'adoption de techniques de protection originales, pourrait être envisagée.

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Enquête Industrie/Grand Commerce

NB : précisions concernant la légende

Réponses et relance téléphonique :

O réponse positive

N non concerné

RT retour courrier

ANNEXE 2 : Questionnaire d'enquête

ANNEXE 3 : Complément indicatif pour enquête de terrain

ANNEXE 4 : Tableaux statistiques

NB : précisions concernant la légende

T signifie réponse positive

F signifie réponse négative

O ne doit pas être considéré comme une valeur numérique
mais comme une absence d'information

. **Tableau 1** : Entreprises inondées :
Répartition géographique - Annonce de crue

. **Tableau 2** : Evaluation globale des dommages
pour l'échantillon analysé

. **Tableau 3 + Graphique** : Dommages en fonction
des hauteurs d'eau

. **Tableaux 4.1 et 4.2** : Dommages pour chacune
des deux crues